



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de l'environnement et du développement durable

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 122

Le mercredi 25 septembre 2024

Président : M. Francis Scarpaleggia



Comité permanent de l'environnement et du développement durable

Le mercredi 25 septembre 2024

• (1720)

[Français]

Le président (M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.)): Bon après-midi à tous et à toutes.

Je ne crois pas qu'il soit vraiment nécessaire de lire entièrement la procédure pour éviter des accidents acoustiques.

Comme vous le savez, il faut garder une certaine distance entre le micro et vous, et ne pas toucher la tige du micro. Si vous décidez de ne pas utiliser votre oreillette, veuillez la placer sur le collant qui se trouve devant vous.

Nous avons le plaisir d'accueillir de nouveau le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, qui va nous parler des facteurs qui ont mené aux récents incendies dans le parc national Jasper.

C'est un plaisir de vous recevoir encore une fois, monsieur le ministre. Nous vous écoutons, la parole est à vous.

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique): Merci beaucoup, monsieur le président. Je suis toujours heureux de comparaître devant le Comité.

Je suis accompagné aujourd'hui d'Andrew Campbell, vice-président principal aux Opérations, à Parcs Canada. Je suis aussi accompagné de Landon Shepherd, l'un des pompiers experts à Parcs Canada, que j'ai déjà eu le plaisir de rencontrer. Si vous avez des questions plus précises à ce sujet, je vous invite à les lui poser, c'est vraiment lui l'expert dans la salle, et même à l'échelle du pays.

Je vous remercie de me recevoir aujourd'hui pour discuter de l'important projet de loi C-76, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux du Canada.

[Traduction]

Avant de commencer, j'aimerais reconnaître, avec respect, que je me trouve sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin anishinabe.

La semaine dernière, j'ai présenté une motion de consentement unanime pour accélérer l'adoption du projet de loi C-76, et je tiens à remercier tous les partis et tous les députés de leur soutien.

Dans la soirée du 22 juillet, un orage a déclenché quatre feux de forêt près du lotissement urbain de Jasper. Vers 22 heures, un ordre d'évacuation a été émis pour le parc national Jasper. En quelques heures, plus de 20 000 personnes ont été évacuées en toute sécurité, sans faire de victimes. Alors que les incendies se sont combinés, un mur de feu de près de 300 mètres de haut s'est étendu à travers la vallée sud dans laquelle se trouve la ville de Jasper, projetant des pommes de pin, des cimes d'arbres cassées et des branches enflammées jusqu'à un kilomètre devant l'incendie.

[Français]

Les pompiers de Parcs Canada, de la Ville de Jasper, de Alberta Wildfire et de dizaines de villes à travers le pays se sont battus héroïquement pour sauver des maisons, des écoles et des hôpitaux, mais il était impossible d'arrêter cet incendie et aucune forêt n'allait échapper à son passage.

[Traduction]

Grâce à des efforts héroïques, les hommes et les femmes qui ont lutté contre ce feu de forêt sans précédent ont réussi à protéger 70 % du lotissement urbain de Jasper, sans compter toutes les vies qui ont été sauvées.

Je voudrais prendre un moment pour remercier M. Shepherd et tous ses collègues de Parcs Canada, ainsi que les pompiers de la ville de Jasper, de la province de l'Alberta et d'autres villes du pays qui ont rendu cela possible. Je ne les remercierai jamais assez. Le courage et l'application des efforts collectifs déployés au cours des premières heures et des premiers jours de l'incendie ont permis de sauver des vies et la majorité de la communauté.

Nous nous souvenons tout particulièrement de la perte de Morgan Kitchen, le membre de l'équipe d'Alberta Wildfire qui est décédé au début du mois d'août alors qu'il luttait contre cet incendie. Ce décès est un dur rappel des risques auxquels nos premiers intervenants sont confrontés chaque jour dans leur mission de protection de la sécurité, de la vie et des biens d'autrui. Ce n'est que grâce aux efforts de M. Kitchen et de centaines d'autres personnes comme lui que d'autres pertes humaines ont pu être évitées.

Cet incendie a eu des conséquences profondes sur la vie de tant de personnes, des conséquences qui ne sont que trop familières pour des milliers d'autres personnes dans un nombre croissant de communautés touchées par des incendies de forêt dans ce pays.

[Français]

Des bâtiments et des infrastructures urbaines essentielles ont été endommagés, et la vie des gens et de leurs entreprises a été bouleversée. Un rétablissement complet de la communauté prendra du temps. Parcs Canada collabore déjà avec la municipalité de Jasper pour la reconstruction durable de la ville.

[Traduction]

Le projet de loi C-76 contribue à la reconstruction d'une communauté durable à Jasper.

[Français]

J'aimerais prendre un moment pour saluer les efforts de collaboration en cours depuis des décennies pour préparer et atténuer les risques de feux de forêt à Jasper et ailleurs au pays.

[Traduction]

Parcs Canada, la municipalité de Jasper et des partenaires autochtones travaillent ensemble depuis près de 30 ans pour réduire les risques connus de feux de forêt au parc national Jasper et dans les environs de la ville, ce qui en fait l'une des communautés les mieux préparées et résilientes aux incendies au Canada.

Parcs Canada a recours aux brûlages dirigés depuis quatre décennies — dont 15 au cours des 10 dernières années au parc national Jasper — pour réduire les risques de feux de forêt dans les communautés des parcs nationaux, ainsi que pour améliorer le fonctionnement des écosystèmes. Des millions de dollars ont été investis dans la lutte contre le dendroctone du pin, le retrait de sources de combustible des aires bâties et l'établissement d'un coupe-feu autour du lotissement urbain.

Les meilleures pratiques d'Intelli-feu Canada ont été mises en œuvre au parc national Jasper et, en fait, elles ont été largement inspirées par le travail réalisé à Jasper.

Le gouvernement du Canada a investi dans les activités de réduction des risques de feux de forêt au parc national Jasper telles que la gestion de la végétation afin de réduire les risques de feux de forêt pour les gens, l'infrastructure et les biens. La zone totale traitée au parc national Jasper depuis 2014 est d'environ 1 700 hectares. Aussi dévastateur qu'il ait été l'incendie, l'intervention et la préparation de Parcs Canada ont permis de garantir que ce ne soit pas bien pire.

[Français]

Notre gouvernement reconnaît la situation sur le terrain à Jasper, et nos pensées accompagnent toutes les personnes touchées par les incendies de forêt, ainsi que la famille du pompier Morgan. Des centaines de personnes, de familles et d'entreprises ont été contraintes de faire face à l'évacuation et à la perte de leurs biens, de leurs sources de revenus et, pour beaucoup, de leur emploi.

• (1725)

[Traduction]

Nous travaillons assidûment pour nous assurer que toutes les personnes touchées reçoivent les services et les prestations auxquelles elles ont droit. Nous cherchons à garantir que les obstacles à la reconstruction durable de la communauté de Jasper soient éliminés.

[Français]

Dans le cadre de cet effort, nous travaillons à mettre à jour la Loi sur les parcs nationaux du Canada pour permettre le transfert des pouvoirs en matière d'aménagement et de développement des terres de Parcs Canada à la municipalité de Jasper. Cette modification de la Loi contribuera à faciliter une prise de décision rationalisée où les élus locaux seront habilités à prendre des décisions concernant la reconstruction de leur communauté.

Parcs Canada demeure un partenaire engagé dans cette reconstruction. Parcs Canada et la municipalité de Jasper entretiennent de solides relations de travail, qui ont été démontrées à de maintes reprises.

[Traduction]

Une structure de commandement unifiée avec la municipalité de Jasper a été établie dès le premier jour complet de l'incendie. Cette collaboration s'est poursuivie lors du retour et elle restera en place tout au long du rétablissement et de la reconstruction. En travaillant ensemble, des résultats sont obtenus.

Les résidants ont été en mesure de revenir à Jasper dans le mois suivant leur évacuation. Les routes, les sources thermales Miette et le champ de glace Columbia ont été ouverts quelques jours après l'incendie de la ville. Les voyageurs peuvent à nouveau visiter Jasper, et leur présence est essentielle pour les nombreuses industries touristiques qui s'adressent à cette clientèle.

Alors que la municipalité de Jasper s'efforce de se rétablir et de se rebâtir, l'adoption du projet de loi C-76 continuera à garantir que notre gouvernement soutient les résidants de Jasper. Avec le travail de rationalisation qui se fait actuellement et la mise en œuvre des pouvoirs législatifs appropriés, les connaissances et les compétences locales seront au premier plan pour répondre aux besoins de reconstruction de leur communauté.

[Français]

Je vous remercie.

Je serai heureux de répondre à vos questions maintenant.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

En passant, j'aimerais souhaiter la bienvenue à MM. Soroka, Calkins et Lloyd, qui sont parmi nous cet après-midi. On me dit qu'on va commencer par M. Soroka.

Vous avez la parole pour six minutes, monsieur Soroka.

[Traduction]

M. Gerald Soroka (Yellowhead, PCC): Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, cette réunion porte sur les événements qui ont mené à l'incendie. Avec près de 1 milliard de dollars de dommages, un tiers de Jasper détruit, 800 logements perdus — ce qui a laissé 2 000 résidants sans abri sur une population de 5 000 habitants — et des entreprises réduites à l'état de cendres, chamboulant des vies et des moyens de subsistance, oui ou non: le gouvernement accepte-t-il la responsabilité de l'échec à protéger la population et la ville de Jasper?

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Je vous remercie de votre question.

Pour vous donner une idée de ce qui a été fait au cours des dernières années, à titre de comparaison, regardons les investissements qui ont été faits lors de la dernière année où le Parti conservateur de Stephen Harper était au pouvoir. En 2014-2015, 2 millions de dollars ont été investis dans la prévention des feux de forêt. En 2022-2023, juste dans la prévention des feux de forêt, nous avons investi 4,4 millions de dollars, soit deux fois plus que le gouvernement précédent. Cependant, nous ne nous sommes pas arrêtés là. Depuis 2020, 6,9 millions de dollars ont été investis...

[Traduction]

M. Gerald Soroka: Monsieur le ministre, si je pose une question de 30 secondes...

Une voix:... vous aurez une réponse de 30 secondes.

L'hon. Steven Guilbeault: D'accord.

Le président: Non, nous ne fonctionnons pas de cette façon.

Je sais que certains comités le font, mais nous sommes un peu plus libres. Cela permet un meilleur débat.

M. Gerald Soroka: Eh bien, si nous sommes un peu plus libres, je ne pourrai pas obtenir de réponse.

Le président: Quoi qu'il en soit, allez-y, monsieur le ministre.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: J'ai deux informations à donner. Depuis 2020, nous avons dépensé 6,9 millions de dollars pour nous attaquer aux infestations et enlever le bois mort, et 79 millions de dollars ont été investis depuis 2023...

[Traduction]

M. Gerald Soroka: Monsieur le ministre, j'ai beaucoup d'autres questions.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: C'est une somme qui est à peu près 30 fois plus importante que ce que le gouvernement précédent a investi...

Le président: Je vais redonner la parole à M. Soroka.

[Traduction]

M. Gerald Soroka: Voici ma prochaine question. On vous a cité comme ayant dit: « Les années de préparation, de gestion forestière [...] ont porté fruit ». Pourtant, un tiers de la ville a été détruit. Les dégâts se chiffrent en milliards de dollars, et 2 000 personnes sont maintenant sans abri. Vous me dites que cette préparation a porté fruit.

Monsieur le ministre, si c'était un exemple de préparation et de réussite, à quoi ressemble un échec?

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Si on n'avait pas fait tout ce travail pour créer cette zone tampon autour de la ville, les répercussions auraient été beaucoup plus importantes que ça. Quand je dis « on », je parle de Parcs Canada, de la municipalité de Jasper, du gouvernement de l'Alberta et des peuples autochtones.

Il faut comprendre que Jasper est une des villes les mieux équipées pour faire face à cela. Je sais que le Parti conservateur a de la difficulté à le reconnaître, mais nous faisons face à des événements climatiques extrêmes que nous n'avons jamais vus, que ce soit les feux de forêt, les inondations ou les tempêtes tropicales...

• (1730)

[Traduction]

M. Gerald Soroka: Il faut que vos réponses soient plus courtes, parce que toutes mes questions sont plus courtes aujourd'hui.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Le président va me dire quand ce sera le temps d'arrêter de parler.

[Traduction]

Le président: Allez-y, monsieur Soroka.

M. Gerald Soroka: Je vais commencer par ceci.

Vous dites qu'Intelli-feu est un programme national inspiré de Jasper, et voici ce que vous avez dit: « Ce que nous faisons partout au pays pour protéger les villes [...] a été largement inspiré par ce que nous avons fait à Jasper pendant toutes ces années. »

Je dois poser la question suivante: si Jasper est le modèle pour les villes situées à proximité des forêts, devrions-nous nous attendre à ce qu'un tiers d'une ville soit réduit en cendres? Est-ce la nouvelle norme nationale, à savoir qu'un tiers d'une ville brûle et que vous considérez cela comme un succès? Est-ce votre nouveau plan?

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Effectivement, le Programme de gestion des urgences Intelli-feu est un programme est utilisé par des municipalités de partout au pays. Ce que nous devons faire, c'est prendre acte du fait que nous faisons face à des catastrophes naturelles comme nous n'en avons jamais vu. On peut penser aux rivières atmosphériques sur la côte Ouest, par exemple, aux vagues de chaleur, aux inondations dans l'Est.

Il va falloir en faire plus. Je suis tout à fait d'accord là-dessus. Il va falloir en faire plus pour arriver à mieux protéger nos villes, notamment près des forêts, qui pourraient être affectées par les feux de forêt. Le Programme de gestion des urgences Intelli-feu est un programme qui est utilisé partout au pays. Nous allons continuer de travailler à l'améliorer.

[Traduction]

M. Gerald Soroka: Quand votre gouvernement a-t-il été averti de la réalité d'un incendie catastrophique à Jasper?

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Je peux me tourner vers M. Shepherd.

[Traduction]

Monsieur Shepherd, vous étiez sur le terrain. Je pourrais me tourner vers vous pour ce qui est de la séquence des événements.

M. Gerald Soroka: Quelle était la date précise à laquelle Jasper « brûlerait », et non pas qu'elle « pourrait » brûler? Vous saviez qu'il y avait beaucoup de carburant et ainsi de suite, et qu'il y avait un fort risque d'incendie. Quand l'avez-vous su?

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: En fait, je suis tout à fait en désaccord avec vous. Je vous ai démontré que notre gouvernement...

Le gouvernement de votre parti, à l'époque, avait investi 2 millions de dollars. Notre gouvernement a investi à peu près 80 millions pour la prévention des feux de forêt; 2 millions de dollars et 80 millions de dollars, c'est la différence entre vous et nous.

Cela dit, je comprends qu'il faut en faire plus. Je comprends tout à fait qu'il faut en faire plus. Je suis le premier à le reconnaître. Dès qu'un avis a été émis, mon équipe et moi avons été avertis.

[Traduction]

M. Gerald Soroka: Merci, monsieur le ministre.

L'ancien député de Yellowhead, Jim Eglinski, a soulevé la question à la Chambre des communes en 2017 auprès de la ministre de l'Environnement, qui a ensuite dit qu'elle prenait cette question très au sérieux. Puis, en 2018, le surintendant du parc Jasper a dit que Parcs Canada prenait cette question très au sérieux. Encore une fois, rien n'a été fait. En 2018, deux forestiers professionnels ont écrit à l'ancienne ministre de l'Environnement pour lui dire que la question n'est pas de savoir « si », mais « quand » la ville de Jasper brûlera. Votre gouvernement n'a même pas répondu.

Vous ne cessez de répéter que vous prenez très au sérieux la façon dont nos forêts et nos villes seront protégées, mais aucune mesure n'a été prise. Le gouvernement accepte-t-il la responsabilité de l'échec à protéger les gens de la ville de Jasper, oui ou non?

[Français]

Le président: Donnez-nous une très brève réponse, s'il vous plaît, monsieur le ministre.

L'hon. Steven Guilbeault: En fait, grosso modo, nous avons investi 40 fois plus que le gouvernement de Stephen Harper pour la protection contre les feux de forêt à Jasper.

Le président: D'accord.

Madame Chatel, la parole est à vous.

Mme Sophie Chatel (Pontiac, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je trouve assez incroyable d'entendre les conservateurs parler des feux de forêt et à quel point c'est catastrophique. En effet, compte tenu du réchauffement climatique et du fait que vous, les conservateurs, ne proposez aucune mesure pour le climat, vous devez vous y habituer, parce qu'il y aura beaucoup des feux de forêt, et de nombreux villages vont brûler. C'est pour cette raison qu'il est important d'avoir un plan pour le climat. Si vous voulez savoir quelles sont les répercussions concrètes de votre inaction durant des années, les voilà. Alors, réveillez-vous.

L'hon. Steven Guilbeault: Monsieur le président, comme je n'ai jamais utilisé le système d'interprétation, je ne sais pas comment cela fonctionne, et mon collègue voudrait le savoir.

Le président: J'ai arrêté le chronomètre.

[Traduction]

L'hon. Steven Guilbeault: Quelqu'un peut-il m'expliquer comment fonctionne le système de traduction? Je ne l'utilise jamais, alors je ne sais pas comment cela fonctionne.

[Français]

Le président: Ah, oui, c'est tout nouveau. Ils ont changé l'équipement, et même moi j'ai...

[Traduction]

Non, nous y mettons un terme.

Allons, monsieur Mazier, allons. C'était un bel essai.

[Français]

M'entendez-vous en anglais, maintenant? C'est parfait.

Continuez, madame Chatel.

Mme Sophie Chatel: Merci, monsieur le président.

Monsieur Shepherd, j'aimerais en apprendre plus sur ce qui s'est passé sur le terrain, donc sur les conditions avant l'incendie.

Quelles étaient les conditions normales par rapport aux conditions juste avant l'incendie?

• (1735)

[Traduction]

M. Landon Shepherd (commandant de l'intervention en cas d'incendie de forêt, Parc national de Jasper, Agence Parcs Canada): Les conditions qui ont mené aux incendies du 22 juillet étaient assez extrêmes. C'était plus sec, et la période de sécheresse a été plus longue que celle que nous avons connue au cours des dernières années, alors que nous faisons face à des conditions extrêmes. Plus de 20 jours se sont écoulés depuis que la dernière pluie importante a été enregistrée à l'une ou l'autre de nos stations météorologiques et, proprement dit, elle est passée à près du 99^e percen-

tile des conditions sèches de Jasper, de sorte que tous les carburants étaient disponibles pour brûler dans ces conditions.

[Français]

Mme Sophie Chatel: Pouvez-vous m'expliquer ce qui s'est passé sur le terrain, concrètement, et ce que vos collègues et vous avez fait?

[Traduction]

M. Landon Shepherd: Un membre du public a signalé le premier des quatre incendies. C'était près de la station de pompage TMX pour le pipeline. L'appel a été reçu parce que c'est juste à côté de l'autoroute, et notre agent est arrivé sur les lieux dans les minutes qui ont suivi le signalement. Quelques minutes après le signalement, l'incendie se propageait déjà de façon importante, et il s'est propagé dans le couvert forestier, ce qui a rendu sa suppression très difficile.

Nous avons envoyé un hélicoptère, également en quelques minutes, qui a pu commencer à utiliser le réservoir héliporté, ainsi que des équipes qui ont pu commencer à travailler sur l'incendie. Malgré le fait qu'une autoroute et un chemin de fer contenaient un peu les côtés du feu au départ, il a pris de l'ampleur sous des vents assez forts, à tel point que le seau de l'hélicoptère n'était pas suffisant.

Nous avons demandé à l'Alberta le soutien des avions-citernes, mais les gens du service albertain des incendies n'étaient pas en mesure de nous aider, même s'ils auraient désespérément voulu le faire. Nous travaillons en étroite collaboration avec le service de lutte contre les feux de forêt de l'Alberta et avec celui de la Colombie-Britannique. Les Albertains n'ont pas pu nous aider parce qu'ils étaient très occupés par les feux de forêt. Certains incendies auraient depuis la dernière saison. C'est vraiment difficile pour eux aussi lorsqu'on leur demande de l'aide et qu'ils ne sont pas en mesure de fournir cette aide. Cependant, ils ont passé la province au peigne fin pour trouver des ressources, mais les groupes d'avions-citernes étaient soit déjà engagés dans la protection des collectivités, soit empêchés par la fumée de décoller.

Mon collègue d'Edson, avec qui j'avais communiqué au départ, a ensuite demandé à la Colombie-Britannique s'il y avait des groupes de bombardiers à eau qui pouvaient nous venir en aide, mais ils étaient dans une situation semblable à celle des groupes de l'Alberta. Le service de la Colombie-Britannique avait un groupe d'avions-citernes à Castlegar qui aurait pu se rendre vers la côte, mais qui ne pouvait pas se rendre vers l'est pour nous aider. C'était malheureux pour la lutte contre cet incendie.

Pendant que nous combattions ce feu-là tout en travaillant à assurer la sécurité des gens sur l'autoroute, qui est juste à côté de l'endroit où l'incendie a commencé, deux autres incendies nous ont été signalés. Il s'est avéré qu'il s'agissait de trois autres incendies, à environ 30 kilomètres au sud de la ville. Nous avons continué à intervenir sur l'incendie qui se trouvait près de la ville et qui nuisait à la circulation. Nous avons travaillé à la fois pour arrêter la circulation et pour empêcher les gens de se diriger vers le danger. Nous avons aussi essayé de sécuriser l'incendie afin que nous ayons un passage le long de cette route et que nous puissions obtenir des renseignements sur ce qui se passait vers le sud.

En raison de la rapidité de la croissance de l'incendie, la prochaine intervention évidente concernait les terrains de camping situés immédiatement au nord de cet incendie. Nous avons commenté à évacuer ces terrains de camping lorsqu'il est devenu évident que nous n'allions pas arrêter la tête du feu, même avec des ressources...

• (1740)

Le président: Merci. Il m'est pénible de vous interrompre parce que c'est très intéressant d'entendre comment les choses se sont déroulées. Toutefois, nous avons une limite de six minutes.

La parole est à Mme Pauzé.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): En effet, tout ce que vous nous dites est impressionnant. Votre expérience est sans fin.

Cependant, d'autres personnes et d'autres experts ont de l'expérience. Mon collègue M. Soroka a parlé tantôt de l'étude de M. Bégin est de M. Hodges. Ils ont remis leurs travaux au surintendant de Jasper à Parcs Canada, M. Fehr. Je suis sûre qu'il y a beaucoup d'expertise à Parcs Canada, mais les travaux de ces gens, qui ont 40 ans d'expertise, étaient convaincants. Les chercheurs disaient, par exemple, qu'il suffirait d'une journée « 30-30-30 », comme ils l'appelaient, c'est à dire où on serait en présence de 30 % d'humidité, d'une température de 30 degrés Celsius et de vents soufflant à 30 kilomètres l'heure pour déclencher un incendie. Je trouve que cela illustre bien les dangers.

Le surintendant du parc de Jasper dit qu'il cherche à améliorer les procédures; il me semble qu'il y a là une expertise importante et intéressante de la part de ces deux chercheurs.

Croyez-vous que les contributions et les expertises externes à l'Agence fédérale Parcs Canada mériteraient d'être mieux intégrées à l'avenir?

L'hon. Steven Guilbeault: En fait, je l'ai dit à plusieurs reprises, mais le travail que nous faisons, que ce soit au parc national de Jasper, à Banff ou ailleurs au pays, nous le faisons en partenariat avec d'autres collaborateurs.

Prenons l'exemple de Jasper. Depuis près de 30 ans, nous travaillons pour préparer la ville à des feux de forêt. En ce qui a trait à la zone tampon, nous avons travaillé avec la municipalité de Jasper et Parcs Canada, le gouvernement de l'Alberta, les peuples autochtones. Il y a donc énormément de contributions qui viennent de l'extérieur.

Il y a beaucoup d'expertise à Parcs Canada, mais nous travaillons aussi avec de nombreux partenaires pour essayer de réduire les risques. Il faut bien comprendre qu'on ne pourra pas éliminer les feux de forêt au Canada, ni les inondations ni les vagues de chaleur. Ce qu'il faut faire, c'est essayer de se préparer le mieux possible.

Mme Monique Pauzé: Ce que j'ai compris de ce qu'ont dit ces experts, c'est qu'ils ont voulu donner leurs recherches à l'Agence Parcs Canada, mais il n'y a pas eu de collaboration. L'Agence Parcs Canada a refusé de transmettre aux chercheurs une copie de son plan d'intervention, en disant que tout allait bien. À mon avis, il y a clairement eu un manque de coopération avec des gens qui avaient une expertise de plus de 40 ans.

Je vais parler d'un autre domaine où les gens auraient avantage à se parler. Je veux parler de la carte de surveillance des sécheresses en Alberta, qui est produite par le gouvernement provincial. Pour ce

qui est du parc de Jasper, il est indiqué « Étape 1 - Surveillance et observation ». Par contre, l'Outil de surveillance des sécheresses au Canada du gouvernement fédéral indique des conditions régionales anormalement sèches.

Comment se fait la conciliation entre les données issues d'analyses provinciales et celles qui viennent d'analyses fédérales, même si vous m'avez dit qu'il y a eu des liens entre le municipal et le provincial? De plus, à quelle fréquence cette cartographie est-elle mise à jour?

Il me semble évident que, si l'Alberta dit qu'elle surveille la situation, le gouvernement fédéral, lui, trouve que les conditions régionales sont anormalement sèches.

L'hon. Steven Guilbeault: Vous comprendrez que l'objectif du gouvernement fédéral n'est évidemment pas d'imposer ou de dicter ses propres normes et ses propres façons de faire.

Il y a un partenariat, il y a un échange d'informations et une collaboration. Ensuite, les critères ne sont pas nécessairement les mêmes d'un ordre de gouvernement à l'autre. L'analyse des données n'est pas nécessairement la même. Effectivement, nous étions peut-être plus préoccupés de l'état de la situation, que ne l'étaient certains gouvernements. Je pense — on l'a entendu tout à l'heure — qu'il s'agissait de conditions assez extraordinaires en matière de faibles précipitations.

D'abord, il n'y a pas eu beaucoup de neige dans cette région l'hiver dernier, et il y a eu peu de précipitations au printemps. Effectivement, certaines conditions étaient réunies. Une zone tampon avait déjà été créée, mais on ne peut pas changer les conditions météorologiques d'une région pour amener de la pluie ou...

Mme Monique Pauzé: Non, bien sûr, mais c'est le genre de conciliation qui manque peut-être entre les données issues des analyses des provinces et les données issues de l'analyse fédérale.

À quelle fréquence la cartographie est-elle mise à jour?

L'hon. Steven Guilbeault: De concert avec le Conseil canadien des ministres de l'Environnement, nous travaillons à signer des ententes fédérales, provinciales et territoriales sur l'adaptation; nous serons en mesure de mieux échanger nos informations. Nous pourrions aussi mieux travailler ensemble pour mieux préparer la population canadienne à faire face aux effets des changements climatiques.

Les travaux sont plus avancés avec certains territoires qu'avec d'autres, mais je vous dirai que, à cet égard, l'ensemble des provinces et des territoires et le fédéral veulent travailler ensemble. Le fédéral peut en faire une partie, les provinces peuvent en faire une autre partie, tout comme les municipalités, mais c'est en travaillant tous ensemble que nous pourrions y arriver.

• (1745)

Mme Monique Pauzé: Permettez-moi un dernier commentaire sur les travaux et le manque de coordination, ou sur le manque d'ouverture à examiner ce que des spécialistes ont dit. M. Ken Hodges, un forestier, a dit ceci: « Si on ne réduit pas les matériaux morts dans la forêt, on court le risque qu'il y ait un feu semblable à celui du [parc national de] Waterton. » En 2017, un incendie causé par la foudre a détruit 30 % de ce parc national, et les pompiers forestiers ont mis deux semaines à le maîtriser.

Il y a des chercheurs spécialisés à Parcs Canada. En fait, il y en a dans tous les ministères; or il y en a aussi à l'extérieur du gouvernement. Le manque de coordination entre les deux groupes et le manque d'ouverture à échanger ses données, font qu'on n'avance pas. Il y aura de plus en plus d'événements malheureux dus aux changements climatiques. Par conséquent, l'échange de données devrait être de plus en plus fréquent.

Le président: D'accord. Votre temps de parole est écoulé.

L'hon. Steven Guilbeault: Je ne sais pas s'il y avait une question, monsieur le président.

Le président: Non, même Mme Paupé a dit au préalable que c'était un commentaire.

L'hon. Steven Guilbeault: D'accord.

Le président: Madame McPherson, vous avez la parole.

[Traduction]

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Merci beaucoup.

Je vous remercie de votre présence, monsieur le ministre.

Je dois dire que lorsque nous avons entendu parler de ce qui se passait à Jasper, ceux d'entre nous qui vivent en Alberta ont eu le cœur brisé. Je n'ai pas réussi à dormir cette nuit-là.

J'ai envoyé un message texte à mon collègue — le député de cette région — ce soir-là. Pour bon nombre d'entre nous, Jasper occupe une place extraordinaire dans nos cœurs. Je me suis mariée à Jasper. En fait, j'étais à Jasper en mai pour célébrer mon 23^e anniversaire de mariage dans l'un des chalets qui a maintenant brûlé. Beaucoup d'entre nous ont appris à nos enfants à skier là-bas. Nous y avons appris à faire du camping. Nous y faisons de la randonnée et du canot. Nous chérissons les Rocheuses probablement plus qu'n'importe où ailleurs dans notre province.

Je suis heureuse d'être ici pour vous poser quelques questions.

Alors que se déroulait cette tragédie et que les Albertains suivaient la situation et s'inquiétaient de ce qui arrivait à nos chères Rocheuses et aux gens qui y vivent et y travaillent, il était difficile de savoir qui était aux commandes et ce qui se passait. Beaucoup de gens ont été blâmés. Danielle Smith et le Parti conservateur uni rejetaient explicitement la faute sur le gouvernement fédéral. Les blâmes allaient dans les deux sens. Les Albertains ne savaient pas clairement ce qui se passait ou les raisons pour lesquelles les choses se déroulaient ainsi, ni si tout avait été fait correctement.

Je sais que la première ministre Danielle Smith a réduit le budget de gestion des feux de forêt de 30 millions de dollars. Je sais que le NDP et mon collègue Richard Cannings demandent depuis un certain temps d'avoir un service national de lutte contre les feux de forêt.

Monsieur le ministre, que dites-vous à nous, les Albertains, qui avons vu le tiers de notre chère municipalité de Jasper disparaître? Pensez à des endroits comme Lake Louise et Banff. Pensez aux autres parcs nationaux. Comment savons-nous que les difficultés que nous avons connues à Jasper ne se reproduiront pas dans d'autres villes et villages de notre province?

L'hon. Steven Guilbeault: Je m'entretenais régulièrement avec le maire de Jasper, et j'avais parlé avec lui le jour d'avant. À ce moment-là, des incendies avaient déjà commencé, mais ils étaient maîtrisés. La plupart des gens pensaient que nous allions pouvoir gérer

la situation. Puis, les vents se sont intensifiés: ils sont passés d'environ 30 à 120, voire 150 kilomètres à l'heure, il me semble. Les conditions ont changé très rapidement.

Vous avez fait allusion aux vies qui ont été bouleversées à Jasper. Monsieur Shepherd, combien y a-t-il d'employés de Parcs Canada dans la ville? Combien d'entre eux ont été touchés?

M. Andrew Campbell (vice-président principal, Opérations, Agence Parcs Canada): Nous avons 500 employés qui habitent à Jasper, avec leur famille. Deux cents de ces employés ont perdu leur maison ou logement.

L'hon. Steven Guilbeault: Tout comme eux, nous nous soucions sincèrement de ce qui arrive. J'ai parlé d'une zone tampon de 1 700 hectares, qui a été créée autour de Jasper au fil des ans. Je crois que celle de Banff est d'environ 2 000 hectares. En raison du changement climatique, il faudra sans doute que nous les réévaluions et que ces zones soient élargies.

Mme Heather McPherson: Un effectif national de pompiers peut-être...

L'hon. Steven Guilbeault: Vous avez entendu le premier ministre dire: « Eh bien, nous avons Parcs Canada. Il s'agit d'un effectif national de pompiers. » Pourrions-nous en faire davantage? Depuis le budget de l'année dernière, nous avons beaucoup investi dans une plus grande capacité en matière de lutte contre les incendies au niveau fédéral. J'ai parlé des investissements que nous avons faits, particulièrement autour de Jasper, au cours des dernières années, investissements qui s'élèvent à près de 90 millions de dollars...

• (1750)

Mme Heather McPherson: Je vais vous interrompre et je m'en excuse. Je sais pertinemment que vous nous avez déjà fait part de certains de ces chiffres. Je ne voudrais pas que vous vous répétiez.

L'hon. Steven Guilbeault: Oui.

Mme Heather McPherson: Je pense que les habitants de l'Alberta se demandent si ce sera suffisant, compte tenu du fait que le changement climatique aura pour effet que ces événements se produisent de plus en plus fréquemment. Serons-nous en mesure d'y répondre aussi rapidement que nécessaire? Selon moi, la plupart des gens vous diront que, malgré le budget, qui a eu lieu au printemps, les feux de forêt se sont tout de même produits en été et le budget ne semble pas avoir aidé les habitants de Jasper. Je voudrais simplement vous le rappeler.

L'hon. Steven Guilbeault: Je ne pense pas...

Mme Heather McPherson: J'ai une autre question que je tiens rapidement à...

L'hon. Steven Guilbeault: Il n'y a pas de solution magique...

Mme Heather McPherson: Un instant...

L'hon. Steven Guilbeault: ... pour s'adapter au changement climatique.

Mme Heather McPherson: Je comprends bien cela.

L'hon. Steven Guilbeault: Vous comprenez. Très bien.

Mme Heather McPherson : Je ne dis pas que nous n'aurons pas des feux de forêt, mais je pense que la réponse à ces incendies doit être plus robuste, pour être honnête. Je pense donc que la collaboration entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral était insuffisante. Les observateurs ont vu la confusion et des disputes.

L'hon. Steven Guilbeault: Je ne suis pas d'accord.

Mme Heather McPherson: Il est possible que cela ne soit passé qu'aux nouvelles, mais c'est ce que les Albertains ont constaté.

L'hon. Steven Guilbeault: Ce qu'a dit la première ministre Smith est une chose. Si vous parlez aux intervenants qui étaient sur le terrain en première ligne, que ce soient les pompiers forestiers de la ville de Jasper, les fonctionnaires du gouvernement de l'Alberta, ou les employés de Parcs Canada, vous verrez qu'ils n'étaient pas comme ça. Je pense que M. Shepherd pourrait vous en dire davantage.

Mme Heather McPherson: La communication destinée aux habitants de l'Alberta n'a pas été très efficace. Ce fut une période très difficile pour beaucoup d'entre nous.

J'aimerais poser une très brève question avant que mon temps de parole ne soit écoulé.

L'un des défis que nous devons relever est que Jasper demeure une ville touristique, bien entendu. Beaucoup de gens vivent de l'industrie du tourisme. Nous savons que nombre d'entre eux n'ont pas pu disposer d'un nombre d'heures suffisant pour accéder au système d'assurance-emploi. C'est un véritable défi pour les travailleurs qui, sans que ce soit de leur faute, ne sont plus en mesure de travailler.

Mon collègue Blake Desjarlais et moi-même avons écrit à des responsables votre gouvernement, mais nous n'avons toujours pas reçu de réponse. Pourrions-nous faire en sorte que les personnes touchées par les feux de forêt à Jasper puissent avoir accès à l'assurance-emploi?

Le président: Cette intervention devra être très brève. Nous en sommes à six minutes. Vous pouvez prendre dix ou quinze secondes, ou attendre à la prochaine série de questions pour intervenir.

L'hon. Steven Guilbeault: Je suis ministre de l'Environnement et du Changement climatique. Je transmettrai certainement votre préoccupation au ministre Boissonnault, qui est responsable de l'assurance-emploi.

Le président: Je vous remercie.

Nous passons maintenant au deuxième tour de questions.

La durée des interventions sera de cinq minutes, et c'est M. Lloyd qui ouvrira le bal.

M. Dane Lloyd (Sturgeon River—Parkland, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de votre présence, monsieur le ministre.

Je pense que la seule chose dont je peux convenir avec vous à ce sujet, c'est que des pompiers courageux, voire héroïques, ont mené la lutte en première ligne. Mais une fois l'incendie déclenché, je ne crois pas qu'il leur aurait été possible de faire quoi que ce soit pour l'arrêter, étant donné l'intensité du brasier.

Lors de votre témoignage ici aujourd'hui, monsieur le ministre, vous avez fait montre d'une grande bravade. Vous avez parlé de

l'excellent travail réalisé par votre gouvernement et vous avez dit que Jasper était la ville la mieux préparée à un incendie. Or, un tiers de la ville a été laissé en proie aux flammes, les dommages s'élèvent à près d'un milliard de dollars et 2 000 personnes ont perdu leur toit.

Avez-vous un peu d'humilité, monsieur le ministre? Reconnaissez-vous que votre gouvernement aurait pu agir davantage pour éviter que l'incendie ne détruise un tiers de la ville? Qu'auriez-vous pu faire, monsieur le ministre?

L'hon. Steven Guilbeault: Il est assez paradoxal que de tous les partis, ce soit le vôtre qui tienne ce discours alors que vous vous opposez systématiquement...

M. Dane Lloyd: N'esquivez pas la question, monsieur le ministre.

L'hon. Steven Guilbeault: ... à toutes les mesures que nous mettons en place pour lutter contre les changements climatiques...

M. Dane Lloyd: Vous saviez.

L'hon. Steven Guilbeault: ... ou même pour s'adapter à ces changements.

M. Dane Lloyd: Vous avez omis d'agir pendant neuf ans.

Le président: Un instant, monsieur Lloyd, nous ne sommes pas à la période de questions.

L'hon. Steven Guilbeault: Vous vous opposez à tout ce qui...

Le président: Pouvons-nous faire une brève pause?

L'hon. Steven Guilbeault: Oui.

Le président: Calmons-nous et ayons un échange constructif.

Où en étions-nous? En étions-nous à votre réponse ou à votre question? Je suis désolé. Je parlais à M. Morrice.

M. Dane Lloyd: Je voudrais entendre le ministre à présent.

Le président: Allez-y.

L'hon. Steven Guilbeault: Il me paraît extrêmement ironique que de tous les partis représentés à la Chambre des communes, ce soit le vôtre qui pose de telles questions alors que vous vous êtes opposés à la fois aux mesures de lutte contre les changements climatiques et à celles visant l'adaptation à ces changements. Le changement climatique est une réalité. Vous pouvez le nier, votre parti peut refuser de le reconnaître...

M. Dane Lloyd: Vos mesures ont échoué à protéger la ville de Jasper.

L'hon. Steven Guilbeault: ... mais il s'agit d'une réalité. Nous ne préviendrons pas les inondations...

M. Dane Lloyd: Vous ne faites pas preuve d'humilité. Vous ne rassurez pas les Canadiens.

L'hon. Steven Guilbeault: ... et nous ne préviendrons pas les feux de forêt...

Le président: Il ne s'agit pas ici d'humilité ou de modestie. Nous ne nous engagerons pas sur ce terrain.

M. Dane Lloyd: J'aimerais passer à ma prochaine question.

Le président: Oui. Je vous en prie. Merci.

M. Dane Lloyd: Merci.

Monsieur le ministre, en 2017 et en 2018, Ken Hodges et Emilie Begin, qui sont des spécialistes en sciences forestières, ont adressé plusieurs lettres à votre prédécesseur Catherine McKenna, qui était alors ministre, pour avertir votre gouvernement que Parcs Canada ne pourrait prévenir un tel incendie, et que les mesures prises jusque-là ne suffiraient pas à empêcher les feux de forêt. Ils ont dit que la question était de savoir quand et non pas si des feux allaient se déclarer.

Pourquoi Parcs Canada n'a-t-il pas pris les mesures nécessaires pour prévenir cet incendie dévastateur?

• (1755)

L'hon. Steven Guilbeault: En tout respect, je désapprouve la façon dont vous avez formulé votre question.

Monsieur Campbell, je me demande si vous voulez intervenir. J'ai parlé de certaines des mesures prises par Parcs Canada. Voulez-vous ajouter quelques éléments?

M. Andrew Campbell: Oui.

Par l'intermédiaire du Centre interservices des feux de forêt du Canada, bien sûr, Parcs Canada reçoit un appui important et applique dans tout le Canada des normes pangouvernementales communes aux gouvernements fédéral et provinciaux, qui régissent la lutte contre les feux de forêt ainsi que les informations qui s'y rattachent.

M. Dane Lloyd: Je suis désolé, monsieur le président, je vais devoir interrompre cette réponse.

Le président: Pourquoi? C'est...

M. Dane Lloyd: La discussion avance très lentement.

Le président: Eh bien, passez à votre question suivante, vous avez la parole.

M. Dane Lloyd: En 2018, monsieur le ministre, le directeur de l'Unité de gestion de Jasper pour Parcs Canada, Alan Fehr, qui relève de votre portefeuille, a déclaré sur les ondes de CBC que les feux de forêt ne constituaient pas un sujet de préoccupation. Il a affirmé que votre ministère avait fait le travail nécessaire pour protéger Jasper.

Soutenez-vous les propos tenus par votre directeur? Les incendies ne représentaient-ils pas un motif d'inquiétude pour les responsables du parc national de Jasper? Avez-vous fait votre travail, oui ou non?

L'hon. Steven Guilbeault: Depuis cette entrevue, 86 millions de dollars ont...

M. Dane Lloyd, Avez-vous dit 6 millions de dollars?

L'hon. Steven Guilbeault: C'était 86 millions de dollars.

M. Dane Lloyd, Était-ce pour le parc national Jasper?

L'hon. Steven Guilbeault: Oui, une partie était destinée à Jasper et une autre aux autres parcs nationaux...

M. Dane Lloyd, C'était pour l'ensemble du pays.

L'hon. Steven Guilbeault: ... en Alberta.

M. Dane Lloyd: Comparativement aux 2 millions de dollars...

Le président: Monsieur Lloyd, excusez-moi, je vais arrêter le chronomètre.

J'aime les débats musclés, et cela ne me pose aucun problème, mais je vous prie de laisser le ministre répondre à la question afin

que nous puissions découvrir la vérité ou une approximation de la vérité.

Allez-y.

L'hon. Steven Guilbeault: Depuis cette entrevue, 86 millions de dollars ont été investis, comparativement à 2 millions de dollars lorsque vous étiez au pouvoir.

M. Dane Lloyd, C'est faux, monsieur le ministre.

L'hon. Steven Guilbeault: C'est la vérité.

M. Dane Lloyd: En 2020, votre gouvernement a annoncé 6,9 millions de dollars sur trois ans pour le parc national Jasper. En 2017, dans une lettre ouverte, l'Alberta Forest Products Association a dit qu'il faudrait 85 millions de dollars pour protéger le parc, mais votre gouvernement n'a investi que 6,9 millions de dollars sur trois ans.

On juge l'arbre à ses fruits. Un tiers de la ville de Jasper a brûlé, et vous êtes ici devant le Comité pour vous vanter d'un investissement de 6 millions de dollars. C'est loin d'être suffisant, monsieur le ministre.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Vous faites erreur, c'est 6,9 millions de dollars pour les infestations de rhododendrons, ce à quoi il faut ajouter 79 millions de dollars. Il est donc faux de dire que ce n'est que 6,9 millions de dollars alors que 79 millions de dollars ont été ajoutés.

[Traduction]

M. Dane Lloyd, Ce qui m'amène au cœur du sujet.

Pourquoi a-t-on permis que des milliers d'hectares d'arbres morts infestés par le dendroctone du pin ponderosa soient laissés à proximité de la ville de Jasper — des milliers d'hectares?

Votre gouvernement dit que vous avez retiré 1 700 hectares depuis 2014, mais dans un rapport de 2022, votre propre ministère dit qu'il n'a enlevé que 1,6 hectare de pins à écorce blanche.

Il y a des milliers d'hectares d'arbres infestés par le dendroctone du pin ponderosa à proximité de Jasper. Pourquoi les avez-vous laissés là alors qu'ils représentaient une grave menace pour la ville? Tous ces experts le savaient. Pourquoi ne les avez-vous pas retirés?

M. Andrew Campbell: Pour mettre les choses en perspective, 1 700 hectares ont été retranchés, soit environ 17 kilomètres carrés, soit environ huit fois la taille de la ville de Jasper.

M. Dane Lloyd, C'est un parc d'un million d'hectares carrés.

M. Andrew Campbell: C'est exact, mais une grande partie de ce parc n'est pas en ville. Nous pouvons tous en convenir, j'en suis sûr. Il y avait une grande zone tampon.

M. Shepherd est le spécialiste de la végétation et des incendies à Banff.

De plus, il y a un important... Je ne veux pas l'appeler un système de gicleurs. C'est un système de gicleurs très puissant qui protège la ville. Il atteint 12 mètres de hauteur et protège une grande partie de la ville.

Le président: Je suis désolé; je dois vous interrompre. Nous avons largement dépassé le temps imparti. Quoi qu'il en soit, je sais que c'est un sujet très complexe.

M. Dane Lloyd: Merci de votre professionnalisme, monsieur le président.

Le président: Allez-y, monsieur Longfield.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les représentants de Parcs Canada de leur présence.

Monsieur Shepherd, je vous remercie du travail incroyable que vous avez accompli au nom du Canada.

Monsieur le ministre, pourriez-vous décrire brièvement la gouvernance entourant cette question? Vous avez parlé d'adaptation. Les incendies de forêt augmentent et, en raison des changements climatiques, cette tendance s'accroîtra pendant les prochaines décennies, pendant que nous affrontons la crise des changements climatiques.

J'ai entendu dire à la Chambre que la hausse de la tarification de la pollution que nous exigeons pour essayer d'aplatir la courbe des changements climatiques n'a pas permis d'empêcher les feux de forêt.

Pourriez-vous nous parler des mesures que nous déployons pour modifier la trajectoire vers laquelle nous nous dirigeons et de la façon dont nous collaborons avec les pompiers, les responsables des parcs nationaux et nos homologues provinciaux et municipaux?

Il est difficile de broser ce tableau en quelques minutes, mais si vous pouviez commencer par cela, j'aimerais ensuite m'adresser à M. Shepherd au sujet de certains détails opérationnels.

• (1800)

L'hon. Steven Guilbeault: Certains membres du Parti conservateur à la Chambre des communes pensent qu'il existe un interrupteur pour le changement climatique sur un mur quelque part, ou de la poudre magique que l'on peut jeter sur ce problème. Il fut un temps où le Parti conservateur du Canada croyait que les choses difficiles étaient difficiles.

Par exemple, l'ancien premier ministre Brian Mulroney a aidé le monde à adopter le Protocole de Montréal sur l'appauvrissement de la couche d'ozone en 1987. Les scientifiques estiment que d'ici 2070 ou 2080, la couche d'ozone se sera à nouveau remise des décennies de mauvais traitements qu'elle a subis. Cela aura pris près d'un siècle.

Les changements climatiques ne vont pas être freinés du jour au lendemain. Il faudra des années et des années de travail acharné, ce qu'ils sont même incapables de comprendre, mais c'est ce que nous faisons et c'est pourquoi nous déployons toutes ces mesures.

Oui, les émissions sont à leur niveau le plus bas depuis 25 ans. Nous n'avons jamais vu les émissions de gaz à effet de serre diminuer au Canada, sauf en cas de crise financière, de récession économique ou à cause de la COVID. Aujourd'hui, elles diminuent; elles sont inférieures de 8 % aux niveaux de 2005, et elles continueront à diminuer.

Je ne veux pas être trop long. Je peux peut-être vous céder la parole, monsieur Shepherd, pour parler de la coopération inter-agences que nous avons avec l'Alberta, la ville de Jasper et d'autres.

M. Lloyd Longfield: Merci, et merci, monsieur Shepherd.

Je vous observe en train d'écouter notre conversation. Nous ne sommes pas ici pour vous blâmer, vous ou votre personnel. Le tra-

vail que vous faites est incroyable. Nous avons besoin de plus de détails.

Alors que nous nous projetons dans l'année prochaine et l'année suivante, qu'apprenons-nous d'un point de vue opérationnel? Comment pouvons-nous soutenir davantage le travail que vous accomplissez au nom des Canadiens?

M. Landon Shepherd: Au niveau local, régional, provincial et interprovincial, nous avons pu établir des relations de coopération très étroites.

Je suis désolé d'apprendre que cela n'a pas été communiqué, parce que le soutien de la Colombie-Britannique et de l'Alberta a été très important, tout comme nous les avons soutenus au cours de certaines années très difficiles: en 2021 en Colombie-Britannique, l'année dernière dans les Territoires du Nord-Ouest et en Alberta, et à nouveau cette année en Alberta. Nous allons devoir continuer à le faire; cela fonctionne.

M. Lloyd Longfield: Il a été mentionné plus tôt que le budget contenait de l'argent. Le budget a été adopté au printemps. Le budget doit ensuite être mis en œuvre, des personnes doivent être embauchées et des équipements doivent être achetés. Où en sommes-nous dans ce processus d'investissement?

Je pense donc que le moment est bien choisi pour parler des progrès que nous constatons en termes de mise en œuvre du budget et de ce que nous devons envisager pour l'année prochaine.

Le président: Vous avez environ 30 secondes.

M. Andrew Campbell: Nous avons commencé la mise en œuvre parce que nous avons eu une longue série de financements que nous avons mis en place à Jasper. Nous avons eu une longue période de préparation et de mise en place de ces ressources sur le terrain.

L'une des choses que nous devons toujours prendre en compte est la façon dont nous formons les gens dans tout le pays. Nous avons mis en place de nouveaux programmes pour assurer cette formation. Nous avons investi dans de nouveaux centres à Banff.

Pour ce qui est d'avoir plus d'équipement, il y en a, comme je le disais, comme les systèmes d'arrosage de grande puissance qui ont protégé la ville de Jasper. De nombreux efforts de mise en œuvre ont été déployés.

Le président: Merci.

Madame Pausé, allez-y.

• (1805)

[Français]

Mme Monique Pausé: Mon temps de parole est-il de deux minutes et demie, monsieur le président?

Le président: Oui, exactement.

Mme Monique Pausé: Monsieur Shepherd, je vous remercie beaucoup d'être allé sur les lieux. Monsieur Campbell, je ne sais pas si vous y étiez vous aussi.

Je me rappelle la réflexion d'un pompier, présent lors du drame survenu à Lac-Mégantic. Des années plus tard, il revoyait encore la scène. On peut dire qu'il s'agit presque d'un choc post-traumatique. J'imagine que c'est ce qui vous est arrivé à vous aussi, après avoir vu une ville brûler. Il s'agissait d'une ville magnifique; je le sais, j'y suis allée. Je tiens à vous dire que vous avez toute ma sympathie, et je vous remercie d'être ici pour en parler de nouveau.

Monsieur le ministre, je vais maintenant vous parler de changements climatiques et, bien sûr, de la stratégie du gouvernement fédéral pour les contrer. Dans ce cas-ci, Jasper a brûlé. Quelle sera la prochaine ville ou quel sera le prochain parc qui brûlera?

En juillet 2023, vous avez dit que la stratégie du gouvernement fédéral comportait trois phases. La première, c'était suspendre l'aide internationale du Canada à l'industrie des combustibles fossiles. La deuxième, c'était de mettre fin aux subventions inefficaces aux hydrocarbures. Vous deviez dévoiler, d'ici l'automne 2024, votre plan pour éliminer progressivement le financement public dans le secteur des combustibles fossiles au Canada. Nous y sommes, l'automne est arrivé. Quand allons-nous pouvoir consulter le plan qui a été promis en juillet 2023? Par ailleurs, quelle est la troisième phase du plan?

L'hon. Steven Guilbeault: Vous avez raison, il y a effectivement eu trois phases. La première phase, en 2022, portait sur la suspension du financement international; la deuxième phase, en 2023, avec l'aide du NPD, portait sur l'élimination des subventions directes du gouvernement; et la troisième phase porte sur le financement public.

Vous dites, avec raison, que nous nous sommes engagés à faire cela d'ici l'automne 2024. Or, nous sommes au début de l'automne. Nous travaillons avec les agences comme Exportation et développement Canada et la Banque de développement du Canada pour mettre en place ces nouvelles mesures.

Je tiens à rappeler que nous sommes le seul pays du G20 qui s'est engagé à éliminer ces subventions aux combustibles fossiles. Aucun autre de nos partenaires ne l'a fait jusqu'à maintenant.

Mme Monique Pauzé: Vous savez sûrement, monsieur le ministre, que je ne crois pas tellement à l'espèce de tandem « subvention efficace, subvention inefficace ». On sait que l'augmentation de la production pétrolière et gazière fait invariablement augmenter les émissions de gaz à effet de serre et dérègle le climat. Cette production est au cœur des facteurs qui provoquent les incendies de forêt. Or, si on en demande moins aux industries pétrolières et gazières, toutes les autres industries vont devoir agir davantage.

Que se passera-t-il alors que la production pétrogazière fait augmenter les gaz à effet de serre? kp

Le président: Malheureusement, on n'a pas de temps pour une réponse. On a vraiment dépassé les deux minutes et demie. Peut-être Mme McPherson va-t-elle demander au ministre de répondre à la question de Mme Pauzé. On le fait souvent ici, au Comité; on s'entraide.

Madame McPherson, la parole est à vous.

Mme Heather McPherson: Merci, beaucoup.

[Traduction]

C'est très difficile pour ceux d'entre nous qui ne disposent que de deux minutes et demie, et je vais poser quelques questions très rapides.

Tout d'abord, puisque vous êtes ici, monsieur le ministre, vous n'êtes pas sans savoir que l'une des principales menaces qui pèsent actuellement sur les Rocheuses est l'extraction du charbon. Votre lettre de mandat prévoyait que vous mettriez un terme à l'exportation de charbon thermique, mais vous ne l'avez pas fait. Au contraire, elle a augmenté. C'est un risque pour les habitants de Jasper et pour tous les Albertains, mais aussi pour tous les Canadiens.

Pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous n'avez pas mis fin à l'exportation du charbon thermique et pourquoi vous n'avez pas harmonisé les mesures de protection des cours d'eau contre le sélé-nium?

L'hon. Steven Guilbeault: Vous savez certainement que nous sommes le gouvernement qui a légiféré pour éliminer progressivement la production d'électricité à partir du charbon. C'est nous qui l'avons fait...

Mme Heather McPherson: C'est en fait Rachel Notley, du NPD en Alberta, qui a lancé ce processus.

L'hon. Steven Guilbeault: En toute équité, l'Ontario avait commencé bien avant l'Alberta. Je suis Québécois, donc je ne prends pas parti ici.

Deuxièmement, nous nous sommes engagés à supprimer les exportations d'ici 2030. Nous y travaillons. Nous sommes en 2024. Nous avons encore du temps devant nous.

Mme Heather McPherson: Votre plan consiste à continuer d'augmenter les exportations de charbon thermique jusqu'en 2030? C'est bien cela?

L'hon. Steven Guilbeault: Notre plan est celui que nous avons pris: l'éliminer progressivement d'ici à 2030.

Mme Heather McPherson: Il faudrait commencer à réduire ces chiffres.

Je vais passer à la question suivante.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, Danielle Smith, du gouvernement conservateur de l'Alberta, a réduit de 30 millions de dollars les aides à la lutte contre les incendies. Le gouvernement fédéral a-t-il dû apporter sa contribution pour compenser ce manque à gagner? Quel en a été le coût?

L'hon. Steven Guilbeault: Comme vous l'avez souligné à juste titre tout à l'heure, j'ai fourni quelques exemples des sommes que nous avons investies. Le gouvernement fédéral peut et doit évidemment faire beaucoup dans ce domaine, mais nous ne pouvons pas tout faire. Il est important que les gouvernements provinciaux et territoriaux agissent également. Il est triste de constater que certains gouvernements ne le font pas.

• (1810)

Mme Heather McPherson: L'une des choses qui me préoccupent est que nous savons que le gouvernement de l'Alberta n'a pas soutenu les initiatives de lutte contre les incendies dans notre province. Il n'a pas non plus dépensé l'argent nécessaire pour le nettoyage des puits ou pour la protection des montagnes contre l'extraction du charbon.

Quel est le rôle du gouvernement fédéral lorsque le gouvernement provincial ne fait rien pour protéger l'environnement dans l'une des régions de ce pays?

L'hon. Steven Guilbeault: Nous faisons beaucoup. Je pense d'ailleurs que jamais dans notre histoire nous n'avons créé autant de mesures pour protéger l'environnement, lutter contre le changement climatique et accroître la conservation dans ce pays.

Mme Heather McPherson: Vous avez effectivement fait beaucoup d'annonces.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à M. Calkins.

Bienvenue au sein du Comité.

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le ministre, tout à l'heure, mon collègue, M. Soroka, vous a posé une question très précise: Quand avez-vous été informé pour la première fois de la gravité de la situation, du risque d'un incendie catastrophique dans le parc national Jasper, y compris dans la ville de Jasper?

Quand?

Donnez-moi une date, monsieur le ministre. C'est quelque chose qui devrait avoir marqué votre mémoire. Si vous étiez sur le point de perdre un parc classé, vous sauriez quand vous avez eu cette conversation. Quand en avez-vous été informé?

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: J'ai commencé par recevoir des notes de breffage. Comme je le disais plus tôt, j'ai parlé au maire de la ville avant même que la situation se détériore à Jasper. Je n'ai pas les dates sous les yeux, mais on peut certainement vous les fournir. Je n'ai pas mon calendrier devant moi, mais j'ai commencé à discuter avec les gens de Parcs Canada avant même l'évacuation. Comme je le disais tout à l'heure...

[Traduction]

M. Blaine Calkins: Après cette réunion avec le maire, et après ces conversations, avez-vous demandé à votre personnel de Parcs Canada d'accélérer la préparation aux incendies à Jasper, oui ou non?

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Je ne sais pas comment vous percevez le travail de ministre, et je ne suis pas sûr que vous compreniez ce que cela veut dire. Ce n'est pas le rôle du ministre de faire la microgestion des 4 000 employés de Parcs Canada et de leur dire de faire le travail qu'ils connaissent déjà. Je ne suis pas un professionnel des feux de forêt. Vous non plus, mais moi, mon rôle...

[Traduction]

M. Blaine Calkins: Votre rôle est de dicter les politiques à suivre à votre personnel. La politique vient d'en haut, monsieur le ministre. Le ton vient d'en haut...

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Mon rôle est de leur donner...

[Traduction]

Le président: Veuillez laisser le...

M. Blaine Calkins: Le ton vient d'en haut, monsieur le ministre. Je sais très bien comment les choses fonctionnent. Pendant que vous planifiez votre prochaine escapade pour sauter du haut de la Tour CN et pénétrer dans la maison du premier ministre...

M. Adam van Koeverden (Milton, Lib.): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

M. Blaine Calkins: J'étais sur place.

Le président: J'arrête le temps. La situation est en train de dégénérer.

M. Adam van Koeverden: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Oui, allez-y, monsieur van Koeverden.

M. Adam van Koeverden: Merci, monsieur le président.

Les conservateurs ne sont pas les seuls à s'indigner et à ressentir de la colère face à ce qui s'est passé cet été. Le fait que les conservateurs viennent ici et réprimandent le ministre de cette manière est un manque de respect, d'autant plus que M. Shepherd est présent.

Le président: Monsieur van Koeverden, je ne m'intéresse pas au débat et à qui dit quoi. Je veux juste que la discussion reste courtoise et...

M. Adam van Koeverden: Respectueuse et pertinente...

Le président: Nous nous écartons parfois du sujet. Si l'on pose une question au ministre, j'aimerais qu'il ait la possibilité d'y répondre de manière succincte.

Je trouve que votre ton devenait un peu trop agressif, monsieur Calkins, pour être honnête avec vous.

Bref, reprenons.

M. Blaine Calkins: C'est faux, monsieur le président.

Le président: Je suis sûr que nous pourrions en débattre jusqu'à demain.

Nous n'allons pas recommencer. Nous allons relancer le chronomètre et voir comment les choses se passent.

M. Blaine Calkins: Rien n'indique, monsieur le ministre, que Parcs Canada ait modifié de manière significative ses politiques de préparation aux incendies en ce qui concerne les brûlages dirigés pour la prévention des incendies.

Lorsque j'étais garde de parc à Jasper — c'est ce que je faisais dans les années 90, lorsque je travaillais pour Parcs Alberta et Parcs Canada — je voyais l'orientation de la politique des parcs. J'ai vu que l'on supprimait des routes pour lutter contre les incendies.

La politique a changé, et la situation n'a pas changé d'un iota. Le dendroctone du pin est arrivé et a complètement changé paysage. Vous avez la capacité, monsieur le ministre, de modifier la politique et de donner une orientation et un ton. Il y a eu l'incendie d'Excelsior en 2015. Les résidents étaient inquiets. Ils se sont réunis. Des experts de la Colombie-Britannique sont venus. Tout le travail a été fait en collaboration avec le gouvernement de l'Alberta. Tout le monde a déclaré être prêt.

Le chef des pompiers du parc national Jasper a demandé plus de remorques pour les systèmes d'arrosage. Il a demandé la modernisation des systèmes d'alimentation en eau. Ils ont demandé aux habitants, dont 200 ont participé à une réunion publique à la caserne des pompiers, d'enlever les arbres morts. Vous prétendez avoir dépensé des millions de dollars, mais vous n'en avez enlevé que quelques hectares. Il s'agit de pins morts sur pied. C'est le bois le plus sec, le bois le plus facile à brûler et le bois qui dégage le plus de chaleur lorsqu'il brûle, et vous n'avez rien fait. Rien.

Cependant, j'ai ceci: J'ai une réponse de Jonah Mitchell à Melanie Kwong de Parcs Canada qui dit: « Quand notre organisme va-t-il prendre la décision d'annuler les brûlages dirigés planifiés dans l'Ouest du Canada? Alors qu'un nombre croissant d'articles de presse suscite l'inquiétude de la population, la perception du public... la perception du public et l'image politique pourraient devenir plus importantes que les fenêtres de brûlage ».

C'est ce que fait votre organisme. Vous ne leur donnez pas de directives. C'est à vous de le faire, monsieur le ministre. C'est votre responsabilité. Quand allez-vous assumer la responsabilité des dommages d'une valeur d'un milliard de dollars survenus à Jasper? Tout le monde savait que cette catastrophe était imminente. On vous l'avait dit. Pourtant, des biens d'une valeur d'un milliard de dollars ont été incendiés et notre magnifique parc national Jasper, où j'ai travaillé, est en ruines.

• (1815)

Le président: Laissons le ministre répondre.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: D'abord, beaucoup de choses ont changé depuis le moment où vous avez travaillé à Parcs Canada. Énormément de choses ont été faites depuis les années 1990. Vous avez parlé de gicleurs. Mon collègue, M. Campbell, a parlé des investissements qui ont permis l'installation de gicleurs. Vous avez parlé de bois qui devait être enlevé. Nous l'avons fait, soit par le biais de feux préventifs ou d'enlèvements mécaniques.

Toutes ces choses ont été faites, mais je suis le premier à reconnaître qu'on doit en faire plus pour se protéger des changements climatiques, contrairement au Parti conservateur qui joue à l'autruche, qui fait comme si les changements climatiques n'existaient pas et qu'ils n'avaient pas d'effet sur le Canada.

[Traduction]

Le président: Il vous reste 45 secondes, monsieur Calkins.

M. Blaine Calkins: Qu'avez-vous à dire sur cette note de service? Pourquoi votre personnel parle-t-il d'annuler les brûlages dirigés pour donner bonne impression? Vous en a-t-on déjà parlé, monsieur le ministre?

M. Andrew Campbell: Ces deux employés relèvent directement de moi. J'aimerais donc répondre à cette question.

Ils étudiaient la différence entre les brûlages dirigés et l'enlèvement mécanique.

Nous sommes dans des collectivités. Le maire de Fort Smith et son conseil municipal venaient de nous dire qu'ils n'étaient pas favorables aux brûlages dirigés. Banff venait de nous dire la même chose. Des articles étaient publiés dans tout le pays.

Je pense qu'il est bon que les gens examinent les différentes options qui s'offrent à eux. Deux de mes responsables me disaient: « Devons-nous opter pour des brûlages dirigés ou pour l'enlèvement mécanique? » Il ne faut pas penser que nous ne faisons rien. Nous devons choisir entre l'enlèvement mécanique et les brûlages dirigés.

On peut sortir ces choses de leur contexte, comme on l'a fait, mais nous en parlions.

Le président: Je passe maintenant la parole à Mme Taylor Roy.

Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être présents, ainsi qu'au ministre et à Parcs Canada, et en particulier à M. Shepherd, d'être sur le terrain et de nous aider à mener cette lutte.

J'aimerais vous poser mes questions, parce qu'il y a eu beaucoup d'accusations et beaucoup de négativité concernant ce qui s'est passé. Pourriez-vous nous parler un peu de la coopération sur le terrain? Comment vous et les personnes qui luttent contre ces incen-

dies avez-vous perçu ce qui s'est passé et ce que vous avez pu faire, et qu'avez-vous pensé du niveau de préparation lorsque vous êtes arrivés?

M. Landon Shepherd: Merci pour cette question.

Je suis très heureux de parler de certaines des choses qui se sont très bien passées lors de l'incendie de Jasper.

Il y a eu tout d'abord l'évacuation en toute sécurité d'environ 20 000 personnes en très peu de temps. Cette opération a été menée par une collectivité qui ne compte que 5 000 résidents. Nous avons pu mettre toutes ces personnes à l'abri en toute sécurité. Nous avons ainsi pu nous préparer à gérer l'incendie et à protéger les infrastructures essentielles et 70 % de la ville. Mon équipe et moi-même sommes incroyablement fiers d'avoir réussi à maîtriser un incendie qui, comme je l'ai dit, était sans précédent.

Le problème est que tous les incendies sur lesquels je me suis rendu ces cinq dernières années — en Colombie-Britannique, dans les Territoires du Nord-Ouest et en Alberta — étaient tous sans précédent dans ces régions, et que notre travail devient de plus en plus difficile.

J'aimerais profiter de cette occasion pour souligner que j'aime travailler avec de nombreux spécialistes, car je n'aborde pas les incendies, les événements de ce type ou la gestion des paysages avec mon ego, en me disant que j'ai tout compris. Il est essentiel de s'appuyer sur d'autres spécialistes et d'autres experts.

Je sais que l'on a parlé tout à l'heure de certains forestiers professionnels. En effet, nous faisons appel à un grand nombre de ces professionnels pour réduire les risques d'incendie de forêt. Nous collaborons avec eux. Nous n'avons pas collaboré avec ces deux personnes qui souhaitaient manifestement offrir leurs services, mais nous travaillons en permanence avec de nombreux spécialistes.

• (1820)

Mme Leah Taylor Roy: Merci, monsieur Shepherd.

Il est bon d'en savoir plus sur le niveau de collaboration sur le terrain, car on a politisé beaucoup de choses pour essayer de marquer des points.

Il est intéressant d'entendre M. Calkins dire que tout le monde savait que cette situation allait se produire. Nous voyons clairement l'augmentation des investissements consentis par le gouvernement fédéral. Le ministre a fait état d'un montant de 86 millions de dollars, contre, je crois, quelques millions de dollars versés par le gouvernement précédent.

Pourquoi pensez-vous que le gouvernement provincial a décidé de réduire les dépenses consacrées à la lutte contre les incendies, alors qu'il semble que tout le monde savait que cette situation allait se produire?

L'hon. Steven Guilbeault: Merci pour cette question.

Je ne pense pas que nous devons demander à M. Shepherd d'y répondre.

Mme Leah Taylor Roy: D'accord.

Merci, monsieur le ministre.

L'hon. Steven Guilbeault: Honnêtement, je ne peux pas parler au nom du gouvernement de l'Alberta, mais le fait est que tous les paliers de gouvernement, qu'il s'agisse des municipalités, des provinces, des territoires ou du gouvernement fédéral, devront investir davantage dans l'adaptation pour nous aider à nous préparer au changement climatique.

Au niveau fédéral, environ 10 milliards de dollars ont été investis depuis 2015. Cette somme peut sembler importante, et c'est évidemment beaucoup d'argent, mais la réalité est que nous devons investir encore plus pour aider les Canadiens et nos collectivités à mieux se préparer à faire face aux effets du changement climatique.

Mme Leah Taylor Roy: Merci.

S'il est clair que nous devons consacrer de l'argent à l'adaptation, nous devons également continuer à investir dans l'atténuation de l'augmentation de ces événements extrêmes. Il semble que les programmes mis en place pour tenter d'atténuer l'accumulation des gaz à effet de serre et, par conséquent, le changement climatique que nous observons, suscitent davantage d'opposition...

Le président: Je vais devoir vous interrompre, Mme Taylor Roy. La séance est presque terminée. Il ne nous reste que quelques minutes. L'avis indique que nous devons terminer à 18 h 30.

M. Morrice a demandé s'il pouvait obtenir le consentement unanime pour disposer de cinq minutes. Sommes-nous d'accord de ce côté?

M. Dan Mazier (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC): Non.

Le président: Désolé, mais nous n'avons pas le consentement unanime, monsieur Morrice.

M. Dan Mazier: Nous allons poursuivre jusqu'à 18 h 30, donc j'aurai un autre tour, n'est-ce pas?

Le président: Non, il n'y aura pas d'autre tour. Il nous reste cinq minutes. Nous ne pouvons pas faire un autre tour.

● (1825)

M. Dan Mazier: Pourrions-nous avoir deux minutes chacun?

Plus nous parlons...

Mme Leah Taylor Roy: Je pourrais peut-être terminer ce que je disais.

Le président: Désolé. Non, vos cinq minutes étaient écoulées.

Mme Leah Taylor Roy: D'accord.

Le président: Je ne vois pas comment nous pourrions faire un tour de table avec six personnes alors qu'il reste cinq minutes. C'est mon opinion en tant que président. Je ne pense pas que ce soit possible.

M. Dan Mazier: Nous étions prêts à essayer.

Une voix: Donnez...

M. Dan Mazier: Non. Pourquoi renoncerions-nous à notre tour? En tant qu'opposition, je suis sûr que nous avons beaucoup de questions.

Le président: D'un point de vue pratique, nous n'avons pas le temps de faire un nouveau tour avec six députés.

Nous pouvons soit nous arrêter maintenant, soit donner à M. Morrice cinq minutes pour poser quelques questions. Nous n'avons pas le consentement unanime pour ce faire, et je vais donc mettre fin à la réunion.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>